

# Les Echos

Entreprises Finance - Marchés Bourse Monde Tech-Médias

## La nouvelle loi américaine sur le travail forcé en Chine déboussole les multinationales

Les douanes américaines vont systématiquement saisir, à partir de cette semaine, les importations de marchandises dont des composants ont été produits dans la province chinoise du Xinjiang, où les autorités de Pékin sont accusées de faire travailler, de force, des membres de la minorité ouïghoure. La nouvelle loi pourrait perturber de nombreuses industries.



Une usine à Aksu, dans le Xinjiang. (Yuan Huanhuan/Costfoto/Sipa US)

Par [Yann Rousseau](#)

Publié le 24 juin 2022

Un peu partout dans le monde, les états-majors des grandes multinationales de la mode, les spécialistes de l'énergie solaire ou encore les fabricants de sauce tomate ont convoqué ces derniers jours leurs avocats pour mesurer l'impact sur leurs activités d'une nouvelle loi américaine pénalisant le travail forcé en Chine.

Validé [en décembre dernier par le président américain Joe Biden](#) , ce texte baptisé « loi sur la prévention du travail forcé des Ouïghours » (UFLPA) est officiellement entré en vigueur le 21 juin et pourrait déstabiliser de nombreuses marques dont les fournisseurs sont liés à des sociétés travaillant au Xinjiang.

## Une région clé pour l'économie mondiale

Bien que moins développée que la côte est chinoise, cette province géante - la plus grande de Chine - abrite de nombreuses productions clés pour les circuits économiques de la planète. Elle assure notamment 20 % de la production mondiale de coton, fournit près de la moitié du silicium polycristallin nécessaire à la fabrication de panneaux solaires mais également de grandes quantités de terres rares, utilisées dans la tech. La région, très ensoleillée, est encore l'un des principaux centres de production de tomates utilisées dans des ketchups ou des sauces pour pâtes vendus en Occident et en Asie.

Ces derniers mois, plusieurs entreprises, comme le japonais Kagome, ont d'ailleurs annoncé qu'elles allaient cesser de s'approvisionner au Xinjiang ou trouver des approvisionnements alternatifs pour leurs clients aux Etats-Unis, [afin de ne pas se retrouver pénalisées par la loi américaine](#) . Le nouveau dispositif vient, en fait, durcir des réglementations qui tentaient déjà d'interdire l'entrée aux Etats-Unis de produits fabriqués dans la région. Sur le dernier trimestre de 2021, plus de 900 cargaisons venues de cette province chinoise avaient été saisies à leur arrivée sur le sol américain.

Un volume qui risque d'exploser dans les prochains mois, préviennent les experts. « Dorénavant, si vous importez aux Etats-Unis un bien qui a le moindre élément provenant du Xinjiang, les douanes américaines assumeront automatiquement que ce bien n'est pas admissible dans le pays du fait des préoccupations sur le travail forcé associées à cette région de Chine », résumait, la semaine dernière, en webinaire, Virginia Newman, une juriste du cabinet Miller & Chevalier. Pour guider les importateurs américains, un [rapport au Congrès vient de préciser les règles](#) et notamment la liste des entreprises travaillant au Xinjiang concernées par l'interdiction.

## Des contrôles plus stricts

Si elles veulent tout de même tenter de faire entrer leurs cargaisons, les marques devront être en mesure de « démontrer de manière claire et convaincante » que leurs marchandises n'ont aucun lien avec le travail forcé organisé sur place, précise le Service des douanes et de la protection des frontières des Etats-Unis (CBP). « Apporter cette preuve claire et évidente est un défi presque impossible à relever », prévient Human Rights Watch, qui a soutenu la nouvelle réglementation américaine. « Il est vital pour les douanes américaines d'envoyer un message aux entreprises, à la Chine et au public américain affirmant que le gouvernement américain n'ignorera

pas le travail forcé et les crimes contre l'humanité perpétrés contre le peuple ouïghour », ajoute Jim Wormington, l'un des juristes de l'ONG.

Si le régime chinois dément tout travail forcé au Xinjiang ou toute maltraitance de la population ouïghoure, de nombreuses organisations internationales ont démontré, [dans des enquêtes indépendantes](#), comment Pékin avait oppressé de manière systématique depuis 2017 cette minorité musulmane turcophone ainsi que d'autres communautés non-han de la région. Le pouvoir a notamment détenu, au fil des ans, jusqu'à un million de personnes dans des camps de rééducation et de travail, parfois déplacés hors de la province du Xinjiang pour échapper à la vigilance internationale.